

Suite du portrait de la Giscardie – Lionel STOLERU, par Pierre Manenti

Né le 22 novembre 1937 à Nantes, dans une famille juive, d'un père d'origine roumaine et d'une mère d'origine alsacienne, Lionel Stoléro échappe, comme sa famille, à la déportation pendant la guerre. Diplômé de l'Ecole polytechnique, dont il sort brillamment 2ème en 1956, et ingénieur du Corps des mines, il obtient également un doctorat en économie de l'université de Stanford, sous la direction du futur prix Nobel Kenneth Arrow, théoricien de l'économie du bien-être.

Ingénieur des mines à Douai au début des années 1960, puis chargé de mission au Commissariat général du Plan sous la présidence du général de Gaulle, il fait un bref détour par le Crédit lyonnais avant de rejoindre le cabinet de Valéry Giscard d'Estaing, ministre d'Etat, ministre de l'Economie et des Finances de Georges Pompidou, à l'été 1969, qui accueille alors dans ses équipes cet esprit brillant, auteur d'un livre sur L'impératif industriel (1969).

Leur compagnonnage est à l'époque autant politique qu'intellectuel et Valéry Giscard d'Estaing envoie son jeune conseiller aux Etats-Unis pour y suivre et évaluer les expérimentations en cours sur l'impôt négatif sur le revenu, dont Milton Friedman et James Tomin ont été les grandes promoteurs et dont il se fait bientôt le défenseur en France avec un autre économiste et polytechnicien, Christian Stoffaës, qu'il retrouvera dans les cabinets giscardiens.

C'est encore lui qui, en 1972, souffle à Valéry Giscard d'Estaing le besoin d'organiser un grand colloque sur le sens de la croissance, dans le prolongement du rapport Meadows, commandé par le Club de Rome et considéré comme un des moments-clés de la prise de conscience de la détérioration de la nature et du réchauffement climatique. C'est dire l'aspect avant-gardiste du personnage.

Après un passage de deux ans comme conseiller économique de Valéry Giscard d'Estaing à l'Elysée, qui coïncide avec la parution de son livre *Vaincre la pauvreté dans les pays riches*

(1974), Lionel Stoléru est nommé secrétaire d'Etat à la Condition des travailleurs manuels dans le gouvernement de Jacques Chirac en janvier 1976, nomination qui s'inscrit dans un contexte de prévision d'une explosion du chômage en France.

Auprès de Raymond Barre, qui le maintient dans ses fonctions sous le titre de secrétaire d'Etat aux Travailleurs manuels et immigrés de 1976 à 1981, il mène de nombreux chantiers, lançant notamment un dispositif d'aide au retour dans le pays d'origine mais créant aussi, à la suite des émeutes dans les prisons, le Groupement étudiant national d'enseignement aux personnes incarcérées (Genepi), afin de favoriser la réinsertion des prisonniers.

Membre du premier cercle du président de la République, Lionel Stoléru n'en est pas moins un esprit libre, créant, en 1977, le Mouvement des sociaux-libéraux avec Olivier Stirn et René Lenoir, puis le Carrefour social-démocrate, afin d'ouvrir la majorité giscardienne au centre-gauche. Battu dans les Vosges aux législatives de 1978 et 1981, il se fait néanmoins élire conseiller général de Provenchères-sur-Fave en 1979, puis, après la défaite présidentielle de 1981, se rallie progressivement à François Mitterrand, profondément choqué par les élections municipales de Dreux de 1983, lors desquelles une partie de la droite a choisi l'alliance avec le Front national.

Soutien de Raymond Barre lors de la présidentielle de 1988, il se fait néanmoins élire sous l'étiquette de la majorité présidentielle, avec le soutien du Parti socialiste, lors des législatives de juin 1988, qui le voient devenir député de l'Oise, mandat qu'il quitte au bout de deux semaines pour entrer dans le gouvernement de Michel Rocard, comme secrétaire d'Etat au Plan, contribuant notamment à la mise en place du Revenu minimum d'insertion (RMI).

Battu aux législatives de 1993, alors qu'il se présentait sous l'étiquette *Génération Ecologie*, il évolue par la suite vers le Parti radical-socialiste, travaillant un temps comme conseiller économique de Petre Roman, ancien Premier ministre roumain, puis du président ukrainien Leonid Kravtchouk, avant de présider, en 2003, le Conseil d'analyse économique (CAE), à la demande de Jean-Pierre Raffarin, Premier ministre... qui avait été son conseiller en cabinet ministériel !

Chargé par Nicolas Sarkozy d'une mission sur le développement des petites et moyennes entreprises, en 2007, puis d'une mission sur les déséquilibres des échanges commerciaux entre l'Orient et l'Occident, en 2010, il s'éteint le 1er décembre 2016, n'ayant jamais cessé d'écrire sur l'économie et la politique, et s'étant même prêté à l'exercice de deux romans, *Les iris jaunes* (2015) et *L'Homme initial* (2016), qui montrent l'éclectisme et l'ouverture d'esprit de ce grand serviteur de l'Etat.